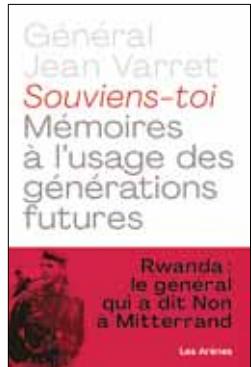


**Souviens-toi**  
**Mémoires à l'usage**  
**des générations futures**  
**Général Jean Varret**  
Les Arènes, avril 2023  
288 pages, 22 €

**N**é en 1935 dans une famille de militaires, Jean Varret a fait une carrière d'officier dans l'armée française pendant une quarantaine d'années. Saint-Cyr, Saumur, jeune parachutiste en Algérie favorable à l'Algérie française à la fin de la guerre, il a ensuite été envoyé au Gabon, en Centrafrique, au Tchad, en parfait soldat de la construction et de la défense du «pré carré» de la Françafrique. Après avoir dirigé le Centre des hautes études militaires, il a accédé à l'état-major, le cœur de l'institution militaire.

Son parcours était parfait aux yeux du président François Mitterrand lorsqu'il le nomma en 1990 à la tête de la mission militaire de coopération au Rwanda. En arrivant à Kigali, Varret se rend compte du soutien français, sous la forme d'un simple accord de gendarmerie permettant la formation et l'assistance au combat d'un régime rwandais, au discours pourtant raciste anti-tutsis et lancé dans une logique génocidaire. Il découvre la proximité de Jean-Christophe Mitterrand avec le fils du Président rwandais, l'existence de communications directes entre l'Elysée et Kigali, et, dans l'entourage du Président, d'un petit groupe politique et militaire qui estimait qu'à n'importe quel prix il fallait que le Rwanda ne bascule pas dans le monde anglo-saxon, rejouant la rivalité franco-anglaise de la mission Marchand et de la défaite de Fochoda à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Jean Varret a démissionné en 1993, un an avant le génocide au Rwanda, en désaccord avec la politique de la France dans ce pays. «C'est parce que nous, militaires, n'avons pas vraiment appris à penser par nous-mêmes que nous avons été capables de nous perdre au Rwanda.» Après



avoir subi les conséquences de sa démission, il a connu une forme de réhabilitation quand son témoignage a été recueilli par la Commission d'historiens, présidée par Vincent Duclert, chargée en 2021 de remettre un rapport au président de la République, Emmanuel Macron, sur la politique de la France et la question du génocide au Rwanda. Le général Varret fait penser au colonel Picquart, conservateur et antisémite quand éclate l'affaire Dreyfus, mais qui s'est rendu compte de son innocence et a refusé de se plier à la raison d'Etat. Dans ce livre qui est fait d'entretiens avec Laurent Larcher, grand reporter à *La Croix*, il rend compte de son évolution avec l'intention de passer le témoin aux générations suivantes pour qu'elles cultivent la lucidité et l'intelligence face aux événements.

**Gilles Manceron,**  
**membre du Comité**  
**national de la LDH**



**Immigration:**  
**le grand déni**  
**François Héran**  
Seuil, mars 2023  
192 pages, 13,50 €

**A**la veille du débat autour du énième projet de loi sur l'immigration, François Héran reprend la plume, sur le ton plus d'un chroniqueur que d'un universitaire, pour parler du déni des réalités migratoires qui frappent la quasi-totalité des forces politiques en France, et plus largement en Europe. Et cela fait du bien. Qu'il s'agisse des réalités démographiques, du débat politique, des réformes législatives et réglementaires de ces vingt dernières années, du rôle de l'Etat, du contenu du projet de loi, de nombreux rapports institutionnels, de l'analyse acérée des statistiques ou des enjeux pour le monde de demain, rien ne semble échapper à l'auteur.

Non sans humour, il décortique les mesures «empilées les unes

sur les autres» par les gouvernements de ces deux dernières décennies, compliquant encore et encore le travail des administrations et précarisant la situation d'un nombre croissant de personnes concernées, sans jamais rien régler. Il invite le gouvernement à tenir compte du fait que les temps ont changé et que l'on est passé du droit des étrangers aux droits de ces derniers. Il exprime ses doutes sur la sincérité du volet «travail» du projet de loi et dénonce la dichotomie «*enfantine*» mise en avant par le gouvernement entre les «gentils», en situation régulière, à intégrer, et les «méchants», en situation irrégulière, à expulser, tout comme le lien absurde entre étrangers et délinquants. Il est peu d'idées reçues qui ne passent sous ses fourches caudines.

Mais le plus pertinent est sans doute ce qu'il appelle les «*frontières mobiles de l'identité nationale*», qui font se déplacer la distinction entre majorité et minorité («les minorités se majorisent»), les nouvelles générations adoptant de plus en plus les pratiques culturelles du nouveau pays. La «*francité*» de celles et ceux qui étaient rejetés hier est de moins en moins contestée (comme en témoignent les Ciotti, Sarkozy, Valls, Dati et bien d'autres Borne née Bornstein), même si ce n'est pas un long fleuve tranquille. C'est aussi la continuité de la longue histoire du patchwork français qui n'a vraiment commencé à faire commun qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, moment où la notion d'étranger change de sens avec la construction de l'Etat-nation.

Ce n'est pas un livre engagé au sens politique du terme, c'est un livre d'analyses, et, comme toujours avec les ouvrages de François Héran, un outil précieux pour toutes celles et tous ceux qui veulent mener la bataille culturelle sur ces enjeux.

**Marie-Christine Vergiat,**  
**vice-présidente de la LDH**